

DECLARATION DE LA FSU
CCP DU 5 FEVRIER 2020



Cette CCP se déroule de nouveau dans un contexte social soulevant dans la profession et au-delà, une vague de colère, que la FSU partage et qui renforce sa détermination à se battre contre les différents projets de réforme qui mettent à mal les personnels.

Une vague de colère contre ce projet de réforme des retraites, dont les personnels non titulaires, déjà dans une situation précaire, seront, eux aussi, les grands perdants. Cette colère mobilise toutes les professions, pas seulement au niveau de l'Education nationale. Nous sommes tous réunis dans la rue depuis le 5 décembre pour dire NON à cette réforme qui paupérise encore plus la population. Nous ne comptons plus les différentes actions dans les établissements, dans les entreprises, les soupes populaires, les AG, les manifestations. Tous, nous sommes solidaires pour dire que nous ne renoncerons pas aux acquis sociaux, nous ne renoncerons pas à un meilleur avenir pour nos enfants.

Une vague de colère face à cette réforme du bac dont nous annonçons pourtant déjà depuis longtemps les méfaits et les impréparations. Nous ne sommes toujours pas entendus, nous n'avons aucune réponse.

Les dysfonctionnements concernant ce bac local s'accumulent : fuite des sujets, épreuves locales qui fabriquent autant de bacs que de lycées, et qui a pour conséquence un manque d'égalité devant l'épreuve pour nos élèves. Nous ne voulons pas cela pour nos élèves, pour nos enfants.

Cela entraîne également une augmentation de la charge de travail pour nos collègues qui les épuise, qui les rend malade. Et nous serions 99,9% des enseignants d'accord avec les propositions du ministre ? Il n'y aurait donc que 0,1% d'enseignant dans la rue ? 0,1% d'enseignant qui souffre ? 0,1% d'enseignant malade ? 0,1% d'enseignant précaire ? 0,1% d'enseignant qui meurt ?

Une vague de colère face aux nombreuses provocations du gouvernement, qui nie en bloc nos revendications, qui refuse notre droit à un avenir meilleur, qui ne répond pas à nos appels, nos propositions, et qui ne souhaite pas apaiser notre colère. Ce qui montre bien un problème de démocratie sociale.

Nous sommes de nouveau réunis aujourd'hui pour des licenciements dont un pour transformation de besoin. Ceci, alors que nous manquons de professeurs, que les effectifs grossissent d'année

en année. Les licenciements se multiplient pour différentes raisons que nous déplorons. Nos collègues non titulaires sont appelés pour palier le manque de moyens que nous dénonçons chaque année : nous rappelons notamment la mise en place des PIAL et la gestion des AESH qui ne peuvent faire leur métier et soutenir les élèves en difficultés convenablement. Les enseignants contractuels sont appelés à remplacer sur le tas et à la minute parfois et sans formation. Les conditions de travail se dégradent sans cesse pour nos collègues et nos élèves. Le bien être de l'élève et son instruction ne sont jamais pris sérieusement en compte.

Pour toutes ces raisons , nos collègues doivent être mieux accompagnés , mieux traités, compris et formés. Ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui , nous devrions avoir la possibilité d'accéder aux concours et de les réussir.

Nous sommes en colère et il est temps de voir la réalité en face. C'est pour cela que la FSU continuera de se mobiliser aux côtés des collègues et à dénoncer et empêcher une régression sociale de grande ampleur. Elle a déposé en ce sens les préavis de grève nécessaires.